Quand l'histoire pèse sur le présent – Dans les deux Corées, le rappel tenace d'une guerre « oubliée »

dimanche 10 juin 2018, par PONS Philippe (Date de rédaction antérieure : 8 juin 2018).

Le sommet, prévu le 12 juin, entre les présidents américain et nord-coréen sur la question nucléaire ne pourra pas négliger l'héritage douloureux du premier conflit de la guerre froide laissé en suspens depuis l'armistice de 1953.

Sommaire

- « Hordes barbares de Gengis
- « Le communisme à l'offensive
- « La frontière est elle-même
- Des villes réduites en cendres
- La question de la souveraineté

Deux cent quarante-huit kilomètres de double grillage surmonté de barbelés qui courent comme une ligne brisée, d'est en ouest de la péninsule. Eclairés la nuit par des projecteurs, ponctués de miradors et de bunkers avec, en deçà, des batteries d'artillerie camouflées… A hauteur du 38e parallèle, la guerre s'est inscrite dans le paysage de la péninsule coréenne et le quotidien de chaque Coréen, depuis plus d'un demi-siècle.

Le climat de tension permanente qui règne dans la péninsule est l'héritage d'une guerre (1950-1953) inachevée, suspendue à un armistice, c'est-à-dire un accord militaire de cessez-le-feu, par définition temporaire, qui n'a jamais été suivi d'un traité de paix. L'arrêt des hostilités, signé le 27 juillet 1953 à Panmunjom, a laissé de chaque côté de la zone démilitarisée, cette bande de 4 kilomètres de large épousant l'ancienne ligne de front, deux armées sur le pied de guerre : au Nord, 1,2 million d'hommes ; au Sud, 650 000, épaulés par 25 000 GI et la force de frappe nucléaire américaine.

Tout accord sur la question nucléaire, susceptible d'intervenir à l'issue du sommet entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, prévu le mardi 12 juin à Singapour, suppose de mettre fin à cet état de belligérance. L'atmosphère de conflit latent pèse sur la stabilité de la région et nourrit en République populaire démocratique de Corée (RPDC) un sentiment de menace, la crainte d'une attaque nucléaire américaine, à l'origine de sa volonté de se doter d'une force de dissuasion, pour préserver son indépendance et garantir la survie du régime de Pyongyang.

Il est difficile d'imaginer, en contemplant le paysage verdoyant de petites montagnes ondulant à perte de vue de la zone démilitarisée, que cette région était, il y a soixante-cinq ans, dénudée et dévastée de trous d'obus. Avec près de 4 millions de morts, en majorité des civils, la guerre de Corée fut la première et la plus meurtrière de la guerre froide qui commençait. Si, en Europe, l'équilibre de la terreur fut une période de paix, en Asie, il fut marqué de « guerres chaudes », en Corée puis au

Vietnam.

Près de Pyongyang, le Musée des atrocités de guerre américaines est dédié au massacre de Sinchon commis, en 1950, par l'armée des Etats-Unis durant la guerre de Corée.

« Hordes barbares de Gengis Khan »

Aux Etats-Unis, la première a souvent été qualifiée de « guerre oubliée ». Censurée pendant les combats, elle fut peu glorieuse. Des atrocités furent commises de part et d'autre, accompagnées d'un florilège de déclarations dans lesquelles se conjuguaient l'anticommunisme et le racisme d'un maccarthysme virulent : « Nous combattons les hordes de barbares de Gengis Khan », écrivait ainsi le responsable de la rubrique militaire du New York Times au début du conflit. Finalement, cette guerre ne changea rien, chaque partie retournant pratiquement sur ses positions initiales. On comprend qu'elle ne se prête guère aux célébrations. Elle fut ensuite éclipsée par celle du Vietnam, ultramédiatisée et devenue le conflit mythique de toute une génération d'Américains.

Pourtant, cette guerre est incontournable, car elle « imprime encore sa marque à la situation stratégique bloquée entre mer Jaune et mer du Japon… Ce qui est en jeu aujourd'hui, ce n'est ni plus ni moins le solde d'une période de glaciation stratégique de la région », écrit ainsi Jean Dufourcq dans la postface du livre de référence (La Guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours, sous la direction de Pierre Journoud, L'Harmattan, 2014) sur cette guerre peu connue en France en dépit de l'héroïsme du « bataillon de Corée », composé de 3 421 volontaires français (dont 269 furent tués). Lointaine aventure militaire, retracée par Jean Lartéguy dans son livre Les Mercenaires (1960, rééd. Presses de la Cité, 2012), et à laquelle est consacré un « chemin de mémoire » dans la zone démilitarisée ponctuant les lieux où le contingent français a combattu. La présence sur le terrain du bataillon de Corée a fait de la France un membre de la commission militaire d'armistice, appelée à jouer un rôle dans le règlement de la question coréenne.

« Le communisme à l'offensive »

« Imaginer l'avenir politique de la Corée est inséparable de l'exploration des origines de la guerre », estime l'anthropologue Heonik Kwon (The Other Cold War, Columbia University Press, 2010, non traduit). Inscrit dans la guerre froide, ce conflit fratricide élargit le fossé entre les deux parties d'une Corée divisée arbitrairement à hauteur du 38e parallèle par les Etats-Unis et l'Union soviétique au lendemain de la défaite du Japon en août 1945. Il est aussi à l'origine de la stratégie des Etats-Unis dans la région et du renforcement de la ligne des grands archipels (Japon, Taïwan, Philippines) visant à endiguer la Chine.

Pendant longtemps, l'approche historique de cette guerre s'est focalisée sur ses causes immédiates : le 25 juin 1950, le Nord envahit le Sud. « Le communisme est passé à l'offensive », déclara alors le président américain Harry Truman. Celle-ci devait être contrée par une « opération de police » qui tourna vite à l'enlisement dans un conflit meurtrier et sans vainqueur. Les forces des Nations unies chargées de cette « opération de police » réunirent seize pays, dont la France, sous commandement américain.

EN CORÉE DU SUD, UN TRAVAIL DE MÉMOIRE DOCUMENTE L'« HISTOIRE CACHÉE » D'UN CONFLIT UTILISÉ POUR JUSTIFIER DES DICTATURES MILITAIRES SOUTENUES PAR WASHINGTON

Les forces alliées repoussèrent l'envahisseur, qui avait pris le contrôle de presque toute la Corée du Sud, non seulement au-delà du 38e parallèle, mais jusqu'au fleuve Yalu, qui marque la frontière avec la Chine. Une erreur stratégique. Cette avancée allait provoquer une contre-offensive des « volontaires » chinois qui, à leur tour, repoussèrent les forces des Nations unies au-delà du 38e parallèle, au prix de lourdes pertes dans chaque camp.

La retraite fut si humiliante pour les Etats-Unis que le général Douglas MacArthur, commandant des forces alliées, demanda le recours à l'arme atomique. Celui-ci lui fut refusé, par crainte d'une réaction soviétique et chinoise. Au cours des deux années suivantes, les forces en présence menèrent une guerre de position, jusqu'à la signature de l'armistice, en 1953. Pas moins de 158 rencontres, entre Américains et Nord-Coréens, furent nécessaires pour arracher un accord. La Corée du Sud, elle, refusa de signer. Son président, Syngman Rhee, estimait en effet que cet accord ne faisait que perpétrer la division de la péninsule. Il s'engagea cependant à en respecter les termes. Quelques mois plus tard, en avril 1954, les belligérants se réunirent à Genève pour négocier la paix. Ce fut un échec. Les seize pays de l'alliance onusienne en prirent acte, décidant que les pourparlers n'avaient pas lieu d'être poursuivis. L'armistice fut donc laissé en l'état.

Il fallut attendre les années 1970-1980 pour que la vision d'une guerre ramenée à une simple « perfidie communiste » soit mise en cause par des historiens américains et sud-coréens. Ils ont cherché à replacer les origines du conflit dans un contexte local plus complexe. Cette réinterprétation de l'histoire a été étayée par des recherches d'historiens sud-coréens au moment du processus démocratique débuté en 1987 dans le sud de la péninsule et à la fin de la guerre froide. Commença alors en Corée du Sud un travail de mémoire sur l'« histoire cachée » d'un conflit qui avait été utilisé pour justifier des dictatures militaires soutenues par les Etats-Unis de 1948 à 1987 : réévaluation du rôle des Américains, atrocités commises sur les populations civiles, apparition d'un sentiment nationaliste « pancoréen » embrassant les deux Corées… Cette relecture de l'histoire prit un tour institutionnel en 2005 avec la création, en Corée du Sud, par le président de centre gauche Roh Moo-hyun, de la Commission pour la vérité et la réconciliation.

Parmi les pionniers de cette réinterprétation, l'historien américain Bruce Cumings (The Origins of Korean War, vol 1 et 2, Princeton University Press, 1981, et The Korean War, a History, Modern Library, 2010, non traduits) estime que ce conflit fut, d'abord, une guerre civile. Sans nier la responsabilité de Kim Il-sung dans son déclenchement ni le rôle de Staline, qui donna son aval à l'offensive, l'historien explique que cette guerre fut la conséquence tragique de la division du pays et de l'existence de deux Etats prétendant, chacun, représenter la Corée tout entière. « Qui déclencha la guerre de Sécession ? Qui déclencha la guerre du Vietnam ? », interroge l'historien, soulignant que « les guerres civiles n'ont pas un seul responsable », mais qu'elles sont l'aboutissement d'un processus, dont les causes sont inscrites dans la complexité des événements qui les précèdent.

« La frontière est elle-même la guerre »

« Lorsqu'un pays est partagé en deux par une frontière artificielle et que de chaque côté s'exercent les plus inconciliables des propagandes, il est naïf de se demander d'où vient la guerre : c'est cette frontière qui est elle-même la guerre », écrivait le photographe et documentariste Chris Marker à la fin des années 1950. Selon l'historienne Kathryn Weathersby, qui a dépouillé les archives soviétiques, « l'origine de la guerre de Corée tient à la division de la Corée en 1945, et à la polarisation de la politique qui en résulta. Les Soviétiques jouèrent un rôle dans son déclenchement, sans en être les initiateurs » (The Soviet Role in the Early Phase of the Korean War, Journal of American-East Asian Relations, 1993).

LA GUERRE DE CORÉE EST LE POINT DE DÉPART OBLIGÉ DE TOUTE RECONFIGURATION DES RAPPORTS DE FORCE EN ASIE DE L'EST

A la veille du conflit, la situation chaotique qui régnait au Sud avait persuadé le dirigeant nord-coréen Kim Il-sung qu'une victoire rapide était possible. Sur le 38e parallèle, au printemps 1950, les accrochages se multiplièrent. Quant au président sud-coréen Syngman Rhee, installé à Séoul par les Américains, il nourrissait l'ambition de réunir la péninsule par la force. Mais son armée n'était pas prête, et le pays était en état de quasi-insurrection. En mars 1950, Walter Sullivan affirmait dans les pages du New York Times que « le sud de la péninsule est obscurci par un nuage de terreur, peut-être sans égal dans le monde ». Deux ans plus tôt, la rébellion contre la dictature de Syngman Rhee avait été marquée de massacres de population perpétrés par la garde nationale et les milices du régime, notamment dans l'île de Jeju où 14 373 personnes furent tuées, selon la Commission pour la vérité et la réconciliation, et plus de 20 000 selon les estimations des habitants.

La guerre de Corée donna lieu à un enchaînement d'erreurs stratégiques de part et d'autre. La prise de contrôle du Sud par les forces du Nord fut rapide. En revanche, le soulèvement attendu de la population acclamant les « libérateurs » nord-coréens ne fut pas au rendez-vous. Staline se trompa en estimant que les Etats-Unis n'interviendraient pas : Washington décida de faire de la question coréenne un test de solidité de la toute nouvelle Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), créée l'année précédente. Quant aux stratèges américains, ils commirent l'erreur de miser sur la non-intervention de la Chine.

Des villes réduites en cendres

A Pyongyang et à Séoul, mais aussi à Dandong, en Chine, les musées de la guerre de Corée racontent des histoires différentes quant à ses origines, son déroulement, et ses conséquences. Dans les mémoires, en revanche, cette lutte fratricide reste une blessure profonde, au Nord comme au Sud. Les combats ravagèrent la péninsule jusqu'au fin fond des villages, dressant les uns contre les autres – y compris au sein des familles –, et furent émaillés d'atrocités commises, par chacune des parties, sur la population civile : villages incendiés, exécutions de collaborateurs ou supposés tels.

Au Nord, les villes furent réduites en cendres par les bombardements : 653 000 tonnes de bombes, dont certaines au napalm, furent larguées sur le pays. Pyongyang, rasée aux quatre cinquièmes, n'était plus qu'« une étendue de ruines », selon l'écrivain Claude Roy, qui s'y rendit en 1952. Dans une interview à l'Office of Air Force History, en 1984, le général Curtis LeMay, commandant des forces aériennes américaines en Corée, dressait lui aussi un bilan accablant : « En trois ans, nous avons éliminé – quoi ? – 20 % de la population », soit 1,9 million d'individus.

La mémoire de ces souffrances est entretenue en Corée du Nord. La lutte des partisans contre l'occupant japonais, puis la résistance à l'envahisseur américain sont inlassablement commémorées. Conjuguées à la menace pesant sur un pays transformé depuis un demi-siècle en une citadelle assiégée, elles concourent à entretenir un patriotisme farouche, ferment de légitimité du régime de Pyongyang.

La question de la souveraineté sur le territoire

Cette « guerre oubliée » est un héritage aussi tragique qu'incontournable : le point de départ obligé de toute reconfiguration des rapports de force en Asie de l'Est. Y mettre un terme par un traité de paix revient à mettre fin à l'ordre de la guerre froide, dont la division de la péninsule reste le dernier

stigmate et sur lequel se focalisent les antagonismes régionaux. Du point de vue du droit international se posera aussi inévitablement la question des signataires de ce traité : l'armistice fut signé par les Etats-Unis, la Chine et la RPDC, mais non par la République de Corée (Sud). Des ajustements seront donc nécessaires dans le statut des deux Corées. Bien que celles-ci soient entrées simultanément aux Nations unies en 1991, entérinant de facto la division de la péninsule en deux Etats, chacune revendique encore dans sa Constitution le fait de représenter la péninsule coréenne dans son intégralité et d'avoir la souveraineté sur la totalité du territoire national.

Un traité de paix mettant fin à la guerre de Corée ne suffira pas en soi à assurer la stabilité de la région : soixante-cinq ans après la suspension des hostilités, la situation a considérablement changé. La Chine, le Japon et les deux Corées ne sont plus les pays qu'ils étaient au début des années 1950. Toute stabilisation de la péninsule suppose la négociation d'un accord de sécurité collective multilatéral entre les principaux acteurs (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie), pour mettre fin à la présence des deux armadas postées de part et d'autre de la zone démilitarisée : une remise à plat de l'ordre né de la guerre froide qui demandera du temps.

Philippe Pons (Tokyo, correspondant)

P.-S.

* LE MONDE | 08.06.2018 à 11h58 :
https://abonnes.lemonde.fr/international/article/2018/06/08/dans-les-deux-corees-le-rappel-tenace-d-une-guerre-oubliee_5311696_3210.html